



Assemblée générale

Distr. générale
24 juillet 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 23 b) de l'ordre du jour provisoire*

Activités opérationnelles de développement : coopération Sud-Sud pour le développement

État de la coopération Sud-Sud

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution [78/167](#) de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-dix-neuvième session, un rapport d'ensemble sur l'état de la coopération Sud-Sud, y compris la mise en œuvre des recommandations figurant dans le document final issu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud. Il met en lumière les principales mesures collectives prises par les pays en développement pour se relever de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) tout en renforçant leur résilience face aux chocs futurs. En outre, il propose une analyse du soutien que de nombreuses entités des Nations Unies ont apporté aux États Membres du Sud mondial en 2023 dans le cadre de politiques et de programmes qui ont continué d'intégrer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire à tous les niveaux, comme l'ont encouragé les participants à la Conférence dans le document final de Buenos Aires. Le rapport se conclut par une série de recommandations sur la manière dont la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire pourraient accélérer les transitions nécessaires de toute urgence pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

* [A/79/150](#).



I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 78/167 de l'Assemblée générale, dans laquelle les États Membres ont prié le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée, à sa soixante-dix-neuvième session, un rapport d'ensemble sur l'état de la coopération Sud-Sud, y compris la mise en œuvre des recommandations figurant dans le document final issu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud. Le rapport met en évidence les évolutions notables dans lesquelles la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ont joué un rôle clé en 2023.

2. Dans le présent rapport, le Secrétaire général attire l'attention sur l'engagement des pays en développement en faveur des solutions de coopération Sud-Sud visant à relever les défis du développement et à atteindre les objectifs de développement durable. Dans la section III du rapport, le Secrétaire général se concentre sur les mesures collaboratives que les pays en développement ont adoptées, avec le soutien des entités des Nations Unies, pour se relever de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) tout en renforçant leur architecture de soins de santé et leur résilience pour faire face à de futures pandémies et à d'autres maladies. Il met également en lumière les initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire que les entités des Nations Unies ont soutenues pour permettre aux États Membres du Sud de faire face aux effets des changements climatiques tout en passant à une économie numérique verte.

3. La section IV contient une analyse de la manière dont les entités des Nations Unies ont continué de donner la priorité à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire dans leurs politiques et leurs activités opérationnelles, comme l'avait demandé la deuxième Conférence de haut niveau, démontrant ainsi les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au service du développement durable applicable à l'échelle du système des Nations Unies, en vue d'atteindre les objectifs de développement durable. La section IV décrit également les efforts en cours visant à concevoir des méthodes qui permettent de mesurer la coopération Sud-Sud. Dans la section V, le Secrétaire général rend compte des progrès que le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a continué de réaliser pour favoriser une approche plus coordonnée de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans l'ensemble du système des Nations Unies. Les conclusions et recommandations figurant dans la section VI portent sur les moyens de tirer parti de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire pour intensifier le soutien à six transitions cruciales afin d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable : a) les systèmes alimentaires ; b) l'accès à l'énergie à un prix abordable ; c) la desserte numérique ; d) l'éducation et les compétences ; e) l'emploi et la protection sociale ; f) les changements climatiques, la perte de biodiversité et la pollution¹.

4. Le rapport s'appuie principalement sur les résultats d'une enquête menée auprès d'entités des Nations Unies par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud en 2023. Il s'appuie également sur les résultats d'enquêtes sur la mise en œuvre de la résolution de 2020 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (résolution 75/233) menées par le Département des affaires économiques et sociales

¹ Groupe des Nations Unies pour le développement durable, « Six transitions : les voies d'investissement pour atteindre les ODD », septembre 2023. Disponible à l'adresse suivante : <https://unsdg.un.org/resources/six-transitions-investment-pathways-deliver-sdgs>.

auprès des États Membres, des entités des Nations Unies et des coordonnatrices et coordonnateurs résidents de janvier à décembre 2023.

II. Contexte mondial

5. Au cours de la période considérée, les pays en développement se sont montrés fermement décidés à collaborer pour se relever de la pandémie de COVID-19 tout en renforçant leur résilience face aux changements climatiques et à d'autres problèmes de développement. Dans le même temps, en 2023, sachant que 15 % seulement des objectifs de développement durable étaient en passe d'être atteints d'ici 2030, un plan de sauvetage pour l'humanité et la planète s'est révélé nécessaire (voir [A/78/80-E/2023/64](#)).

6. Dans ce contexte, plusieurs pays jouant un rôle central dans la coopération Sud-Sud, notamment le Brésil, la Fédération de Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud (groupe BRICS), ont pris des mesures pour élargir leur groupe, en invitant l'Arabie saoudite, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Éthiopie et la République islamique d'Iran à rejoindre l'alliance lors du quinzième sommet des pays du groupe BRICS, qui s'est tenu en août 2023. Grâce à la coopération Sud-Sud, l'alliance élargie, qui possède des systèmes alimentaires et énergétiques vitaux ainsi que d'autres chaînes de valeur indispensables, peut contribuer aux transitions clés nécessaires pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable².

7. Parmi les solutions de collaboration recherchées par le Sud mondial figure la fourniture proactive de biens publics visant à renforcer la résilience des services de santé dans les pays en développement. C'est ce que montrent les initiatives prises récemment par les acteurs des secteurs public et privé en Afrique du Sud, en Argentine et au Brésil concernant la fabrication de vaccins et d'autres médicaments censés permettre de faire face aux futures pandémies et à d'autres maladies transmissibles. Parallèlement à ces interventions, les pays en développement ont pris part à des négociations en vue d'un nouvel accord sur les pandémies et le financement durable de la santé, comprenant des mesures sur la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies, afin de renforcer la coopération internationale pour surmonter les faiblesses rencontrées avant et pendant la pandémie³.

8. Sur fond de graves revers économiques, notamment une dette écrasante, l'augmentation du coût de la vie et des taux d'emprunt élevés, les pays en développement assument un rôle de premier plan dans la gouvernance économique mondiale. L'Inde (2022), l'Indonésie (2023), le Brésil (2024) et l'Afrique du Sud (2025) ont pris la responsabilité d'accueillir et de présider les réunions annuelles du Groupe des 20. Ce leadership offre aux pays en développement la possibilité de jouer un rôle central dans la coopération Sud-Sud et de mieux faire valoir les intérêts du Sud mondial, ce qui pourrait contribuer à éviter le risque de laisser 575 millions de personnes en proie à l'extrême pauvreté d'ici à 2030 (ibid.). Il marque un changement de politique de nature à renforcer la solidarité humaine pour faire face à des crises urgentes telles que celles que doivent affronter les pays vulnérables, notamment les petits États insulaires en développement (PEID), les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays à revenu intermédiaire, en raison de la COVID-19, des sécheresses, des inondations, des conflits violents et de l'inflation.

9. Les pays en développement se sont également investis de manière plus décisive dans l'action climatique, dans le contexte d'une fréquence croissante des phénomènes

² Ibid.

³ Voir <https://www.who.int/fr/news-room/questions-and-answers/item/pandemic-prevention--preparedness-and-response-accord>.

induits par des conditions météorologiques extrêmes, tels que les inondations en Libye et au Pakistan en 2023. Les Émirats arabes unis, qui ont accueilli et présidé la vingt-huitième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, en 2023, ont profité de leur position de premier plan pour rendre opérationnel le fonds pour les pertes et les préjudices sur fond de baisse des investissements dans l'atténuation des effets des changements climatiques.

10. Les pays en développement ont également cherché des solutions de collaboration leur permettant d'exploiter les technologies numériques et autres de manière inclusive afin d'atténuer les changements climatiques, d'améliorer la sécurité alimentaire et énergétique et de stimuler le financement du développement tout en réduisant les inégalités. Ils ont également plaidé en faveur de mesures visant à réduire la fracture numérique entre les pays développés et les pays en développement afin de lutter contre les changements climatiques et de renforcer les services de santé, l'éducation et le commerce à l'aide d'outils plus efficaces dans toutes les régions et tous les secteurs cruciaux. Il est à noter qu'environ 2,6 milliards de personnes, principalement des femmes et des jeunes filles, ne sont toujours pas connectées à Internet en raison du manque d'infrastructures numériques ou des coûts élevés qui y sont liés⁴. Ce déficit souligne l'urgence de tenir la promesse solennelle qui a été faite de ne laisser personne de côté pour ce qui est d'accéder aux avantages de la transformation numérique, comme les pays en développement l'ont souligné lors du Sommet sur la science, la technologie et l'innovation du Groupe des 77 et de la Chine, qui s'est tenu à Cuba en 2023. Un défi plus difficile à relever à cet égard est la nécessité de renforcer la capacité des pays en développement de profiter des avantages de l'intelligence artificielle tout en réduisant au minimum les risques.

11. Le Groupe des 77 et de la Chine s'est attaché à mieux communiquer ses préoccupations prioritaires, notamment le surendettement, les flux financiers illicites et la nécessité de réformer le système financier mondial ainsi que de réglementer l'intelligence artificielle et le développement des infrastructures. Lors du Sommet sur les objectifs de développement durable tenu en 2023, le Groupe a de nouveau demandé que le plan de relance des objectifs de développement durable et une réforme urgente de l'architecture financière internationale soient mis en œuvre, comme l'avait proposé le Secrétaire général, l'objectif étant de donner aux pays vulnérables une chance équitable de se bâtir un avenir meilleur. Le Groupe a également appelé les pays du Nord à soutenir les efforts de développement du Sud en matière de transfert de technologies, de développement des capacités, d'industrialisation et d'investissement dans des infrastructures durables et résistantes – ce qui pourrait donner un coup de fouet à une coopération triangulaire porteuse de transformation⁵. Il a continué de défendre ces questions et d'autres questions connexes dans le cadre du processus intergouvernemental de préparation du Sommet de l'avenir, qui se tiendra en septembre 2024.

12. Les participantes et participants à la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés ont recensé des domaines prioritaires supplémentaires et souligné qu'il importait de tirer parti de la coopération Sud-Sud dans les domaines clés que sont notamment, pour les pays les moins avancés, la résilience climatique, le transfert de technologies, la transformation numérique, le commerce et les investissements, le développement du capital humain, y compris en faveur des jeunes, et le financement du développement, notamment les financements innovants dans le

⁴ Union internationale des télécommunications, « Avec 2,6 milliards de personnes non connectées en 2023, le recul du nombre de personnes dans le monde n'ayant pas accès à l'Internet se poursuit », septembre 2023. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.itu.int/fr/mediacentre/Pages/PR-2023-09-12-universal-and-meaningful-connectivity-by-2030.aspx>.

⁵ Voir <https://www.g77.org>.

cadre de partenariats public-privé (A/CONF.219/2023/3, annexe II, par. 38). Les participantes et participants ont également mis en lumière des mesures concrètes sur lesquelles se concentrer, comme la création d'une plateforme pour le commerce intra-africain et d'agro-parcs africains communs, d'un institut international pour le développement de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, l'élaboration d'une feuille de route pour le suivi et l'examen de la contribution de la coopération Sud-Sud à la mise en œuvre du Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés, la promotion de la science, de la technologie et de l'innovation et les transferts de technologie par l'intermédiaire de la Banque de technologies pour les pays les moins avancés (ibid., par. 44).

III. Soutien des entités des Nations Unies au renforcement de la résilience : surmonter les problèmes de développement actuels et futurs et saisir les occasions offertes par les nouvelles technologies pour atteindre les objectifs de développement durable

A. Lutter contre les pandémies et faire face aux autres problèmes en matière de santé, aujourd'hui et à l'avenir

13. Afin de développer la résilience des systèmes de santé face aux pandémies actuelles et futures et à d'autres maladies, deux centres d'Amérique latine, l'Institut de technologie immunobiologique (Bio-Manguinhos) au Brésil et Sinergium Biotech, une société biopharmaceutique privée en Argentine, ont collaboré avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Medicines Patent Pool et l'Organisation panaméricaine de la Santé (OPS) pour renforcer les capacités régionales de mise au point de vaccins à ARN messenger. En outre, dans le cadre d'un partenariat entre Affaires mondiales Canada et l'OPS, l'OMS a contribué à renforcer les capacités d'un autre centre régional grâce au centre de transfert de technologies relatives à l'ARN messenger qu'elle a aidé à établir à Afrigen Biologics and Vaccines, une société de biotechnologie sud-africaine. Bénéficiant d'un soutien similaire, l'Argentine, dans le cadre de partenariats public-privé, a également travaillé à la production de vaccins à ARN messenger en tant qu'élément stratégique d'une chaîne de valeur médicale. De même, le Brésil a réalisé des essais pré-cliniques pour mettre au point un nouveau vaccin à ARN ; en cas de succès, une licence d'exploitation de la technologie sera accordée gratuitement aux fabricants régionaux.

14. Les initiatives susmentionnées, y compris le soutien au Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19, répondent à certains des engagements pris par plusieurs pays en développement lors des vingt et unième et vingt-deuxième sessions du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud afin de lutter contre la pandémie de COVID-19 et de renforcer la résilience du Sud mondial.

B. Lutter contre les changements climatiques et assurer la transition vers une économie verte

15. Plusieurs entités des Nations Unies ont conçu des programmes et des mécanismes pour aider les États Membres à faire face aux effets des changements climatiques par l'intermédiaire de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. La CNUCED s'est associée à l'Académie chinoise des sciences et à l'Alliance des organisations scientifiques internationales pour lancer son programme de coopération CropWatch, qui utilise des données satellitaires pour surveiller l'état

des cultures et intègre ses résultats à d'autres données climatiques sur les sécheresses, les ravageurs et les maladies afin d'améliorer la gestion des exploitations agricoles.

16. Le système des Nations Unies pour le développement a renforcé le dialogue multipartite pour mobiliser une action collective internationale dans la lutte contre les changements climatiques par l'intermédiaire de la coopération Sud-Sud. Par exemple, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a entamé un dialogue avec quatre parlements régionaux en Amérique latine et dans les Caraïbes pour souligner la responsabilité des parlementaires dans l'amélioration de la gouvernance environnementale et l'importance des cadres réglementaires collaboratifs pour ce qui est de canaliser les ressources financières vers les politiques d'adaptation aux changements climatiques, d'atténuation et de réparation, parallèlement à l'approvisionnement en électricité, aux transports durables et à la transformation des modèles de développement industriel et de consommation.

17. Les accords fondés sur des traités sont une autre mesure que les entités des Nations Unies ont facilitée en vue d'une action climatique efficace grâce à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en collaboration avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et d'autres partenaires des Nations Unies et organisations, a accueilli le deuxième Forum annuel sur les défenseurs des droits humains dans le contexte des questions environnementales en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le Forum a servi de plateforme pour l'échange de données d'expérience et de bonnes pratiques sur la protection des défenseurs de l'environnement et sur le rôle des parlementaires dans la protection des droits humains liés à l'environnement. Ces initiatives ont renforcé la mise en œuvre de l'Accord régional sur l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice à propos des questions environnementales en Amérique latine et dans les Caraïbes (Accord d'Escazú), un traité latino-américain important qui vise à considérer les changements climatiques comme une menace pour les droits humains tels que le droit d'avoir accès à une eau potable, le droit à l'alimentation, au logement, à l'autodétermination et à la vie elle-même.

18. Au cours de la période considérée, les Volontaires des Nations Unies et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont également répondu aux problèmes climatiques et aux besoins de résilience des communautés marginalisées, notamment les migrants dans la région Asie-Pacifique et les personnes d'ascendance africaine en Amérique latine et dans les Caraïbes⁶. Pour répondre aux besoins en sécurité de l'approvisionnement en eau des personnes d'ascendance africaine victimes de discrimination, l'UNICEF et les Volontaires des Nations Unies du Nicaragua ont installé des stations de traitement des eaux dans les zones autochtones à la frontière entre la Colombie et le Panama⁷. En outre, les experts et spécialistes des Volontaires des Nations Unies ont soutenu la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, dans le cadre de l'initiative Grande Muraille verte pour le Sahara et le Sahel, afin de contribuer à la restauration d'environ 100 millions d'hectares de paysages dégradés en Afrique⁸.

⁶ Voir <https://www.unv.org/Success-stories/engaging-afro-descendant-indigenous-and-migrant-communities-water-sanitation-and>.

⁷ Ibid.

⁸ Voir <https://www.unv.org/Success-stories/addressing-climate-change-and-desertification-sahel-region> et <https://www.unccd.int>.

C. S'adapter à la transformation numérique

19. Les conséquences de la pandémie de COVID-19 ont renforcé le recours aux technologies numériques dans la prestation des services publics. De nombreuses entités des Nations Unies ont intensifié leur soutien aux États Membres pour renforcer l'habileté numérique, la desserte numérique, la gouvernance numérique et le commerce électronique par l'intermédiaire d'une coopération Sud-Sud et d'une coopération triangulaire tenant compte des questions de genre.

20. Les mesures à fort impact visant à réduire la fracture numérique croissante entre les pays développés et les pays en développement ont bénéficié d'un soutien accru de la part de plusieurs entités des Nations Unies. Le cinquième Forum Asie-Pacifique pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, organisé par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), a lancé une plateforme connue sous le nom de Relais de la coopération Sud-Sud afin de favoriser la collaboration et la mise en réseau au niveau régional. En 2023, les centres de transformation numérique de l'Union internationale des télécommunications en Indonésie et aux Philippines ont organisé des ateliers pour développer les capacités de formation à l'habileté numérique des formateurs, avec le soutien de l'Agence norvégienne de coopération pour le développement, y compris des cours sur la productivité, l'entrepreneuriat, le commerce électronique, la communication, la cyberhygiène, la cybersécurité et les technologies porteuses de transformation.

21. Le PNUD a soutenu les efforts des gouvernements du Bangladesh et de l'Ouzbékistan en matière de transition numérique, en encourageant le partage des connaissances et la collaboration régionale, ainsi que la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans le secteur numérique. En outre, le PNUD a mis en place un espace de connaissances en ligne destiné à mettre en commun les meilleures pratiques et à donner une vue d'ensemble des incidences des activités du PNUD relatives à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire, ainsi qu'un outil innovant de données et d'analyse pour mettre en vedettes les initiatives exemplaires du PNUD en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire. Dans la région de l'Europe et de la Communauté d'États indépendants, le PNUD a encouragé le partage des connaissances et le renforcement des capacités sur les questions, les possibilités et les solutions émergentes en matière de technologie numérique, notamment l'intelligence artificielle et la formulation de portefeuilles numériques.

22. Le recours à la technologie numérique visant à stimuler le commerce entre les États Membres a également reçu un soutien accru de la part du système des Nations Unies pour le développement. En 2023, la Commission économique pour l'Europe a établi une note d'orientation sur le suivi des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la facilitation du commerce numérique et durable, axée sur le Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale, à savoir l'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan. Ce document permet d'élaborer des politiques fondées sur des données probantes en vue de l'adoption de mesures ciblées destinées à faciliter le commerce transfrontalier.

23. La CNUCED a également appuyé le partage de données d'expérience relatives au commerce et l'échange de bonnes pratiques entre les pays du Sud mondial participant à son initiative eTrade for Women. En outre, elle a contribué à l'élaboration d'une stratégie régionale de commerce électronique pour la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), alignée sur la Vision 2050 de la CEDEAO, afin d'aider la région à tirer parti de la technologie pour accélérer les changements structurels et à favoriser l'intégration régionale. Grâce à son programme TrainForTrade, la CNUCED aide les entités régionales à stimuler l'économie numérique dans les petits États insulaires en développement.

24. Le tableau de bord pour une économie numérique inclusive du Fonds d'équipement des Nations Unies, en place dans 25 pays en 2023, favorise l'échange de connaissances et l'apprentissage collégial entre les gouvernements afin de donner un coup de fouet aux approches collaboratives de la transformation numérique. Depuis sa création en 2019, le tableau de bord a bénéficié à 120 organismes publics du Sud et à d'autres parties prenantes dans toutes les régions, leur permettant de procéder à des échanges de personne à personne pour renforcer la capacité des pays en développement de concevoir des stratégies et des politiques dans le domaine du numérique. Dix pays ont adopté le tableau de bord comme outil national de mesure de la transformation numérique.

25. L'immense valeur des initiatives numériques susmentionnées réside dans le fait qu'elles peuvent être modulées, ce qui devrait inspirer une action collective Sud-Sud plus proactive pour qu'elles soient reproduites ou adaptées, le but étant d'accélérer les transitions vers une économie verte et numérique dans l'ensemble du Sud mondial.

D. Mesurer la coopération Sud-Sud

26. Le recours croissant aux données dans la prise de décision a permis à de nombreux pays en développement et à leurs partenaires des Nations Unies de progresser dans la mesure de la coopération Sud-Sud. En 2023, la CNUCED et les commissions régionales de l'ONU ont lancé un projet consistant à aider huit pays en développement à recueillir des données et à rendre compte de leur mesure de la coopération Sud-Sud, conformément à l'indicateur 17.3.1 relatif aux objectifs de développement durable. Avec le soutien de la CNUCED, le Brésil, la Colombie et le Mexique ont commencé à rédiger des orientations sur l'essai pilote de la mesure de la coopération Sud-Sud dans certains pays. En outre, la Banque islamique de développement a lancé son indice de coopération Sud-Sud, une mesure composite destinée à évaluer l'existence, l'efficacité et la croissance des éléments des écosystèmes nationaux de coopération Sud-Sud d'un pays⁹.

27. Alors que les pays en développement renforcent leur détermination à accroître leur collaboration pour relever des défis communs, la mesure de la coopération Sud-Sud est un moyen efficace d'utiliser des données fiables pour évaluer les contributions de cette coopération au développement durable.

IV. Progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations figurant dans le document final de Buenos Aires, inspirés par la Stratégie de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au service du développement durable applicable à l'échelle du système des Nations Unies

28. Les enquêtes menées en 2023¹⁰ ont révélé que de nombreuses entités des Nations Unies mettaient en œuvre la Stratégie de coopération Sud-Sud et de

⁹ Voir <https://www.isdb.org/reverse-linkage/publications/the-isdb-south-south-cooperation-index>.

¹⁰ Les enquêtes menées par le Département des affaires économiques et sociales pour obtenir les réactions des gouvernements sur les activités opérationnelles des Nations Unies pour le développement, les entités du système des Nations Unies et les coordonnatrices et coordonnateurs résidents ainsi que l'enquête auprès des entités des Nations Unies menée par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud constituent les sources de données utilisées pour rendre compte de la mise en œuvre de la Stratégie de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au service du développement durable applicable à l'échelle du système des Nations Unies.

coopération triangulaire au service du développement durable applicable à l'échelle du système des Nations Unies, conformément au document final de Buenos Aires, dans lequel elles étaient encouragées à continuer d'intégrer pleinement la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire.

A. Poursuite de l'intégration de la coopération Sud-Sud dans les politiques, les plans stratégiques et les programmes des entités des Nations Unies

29. La quasi-totalité des 23 entités qui ont répondu à l'enquête menée par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud en vue du présent rapport ont confirmé qu'elles adhéraient à l'encouragement contenu dans le document final de Buenos Aires les invitant à intégrer systématiquement la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. Cette réponse concorde avec la priorité accordée à cette coopération dans les plans stratégiques. Par exemple, 81 % des entités des Nations Unies ayant répondu à l'enquête du Département des affaires économiques et sociales ont indiqué avoir inclus la coopération Sud-Sud dans les plans stratégiques, et 86 % avaient intégré des résultats en matière de coopération Sud-Sud dans leurs rapports en 2023, contre 73 % et 79 %, respectivement, en 2022. Entre autres mesures spécifiques prises par les entités des Nations Unies pour systématiser la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans leur travail, citons la désignation de points focaux Sud-Sud (58 %), la création de services dédiés à la coopération Sud-Sud (29 %) et l'allocation d'un budget en faveur de la coopération Sud-Sud (20 %).

30. Au niveau mondial, le PNUD a élaboré un nouveau document d'orientation afin d'intégrer les principes de la coopération Sud-Sud dans ses activités relatives aux programmes et d'intégrer cette coopération dans les cycles de vie des projets du PNUD¹¹.

31. Au niveau national, le PNUD est parvenu à intégrer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans plus de 571 (12 %) de ses projets, dans 102 pays¹². Plus précisément, 347 projets se sont appuyés ou s'appuieront sur la coopération Sud-Sud aux fins du renforcement des capacités. En outre, 146 projets s'appuieront sur la coopération Sud-Sud pour faciliter le partage des connaissances et les échanges, et plus de 111 projets visent à favoriser les partenariats avec des partenaires du Sud, soulignant l'importance stratégique de ces approches collaboratives pour ce qui est de faire progresser les objectifs de développement en vue d'atteindre les objectifs de développement durable. Parmi ces projets, 48 initiatives ont facilité la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, l'objectif étant de remédier aux problèmes de développement que rencontrent 25 petits États insulaires en développement.

32. De même, le PNUE a intégré dans ses activités principales plusieurs initiatives en faveur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Il revoit actuellement son cadre de suivi et d'établissement de rapports, ses modèles de descriptif de projet et ses outils de communication de l'information afin qu'ils permettent de mieux saisir et suivre les activités de coopération Sud-Sud mises en œuvre dans le cadre de son programme de travail et de mieux établir des rapports y afférents. Le PNUE s'est également engagé à renforcer la mobilisation régionale et les liens interinstitutions afin de contrôler et de suivre de plus près les questions stratégiques et politiques liées à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire (UNEP/EA.5/3/Rev.1, par. 39).

33. En septembre 2023, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel a consulté ses États membres sur sa manière d'envisager la coopération

¹¹ Voir le document DP/2024/12, annexe 3, disponible à l'adresse <https://www.undp.org/executive-board>.

¹² Ibid.

Sud-Sud et la coopération triangulaire, en mettant en évidence l'intégration de cette coopération comme une priorité transversale essentielle de son programme opérationnel. En outre, elle a présenté ses nouvelles lignes directrices opérationnelles, soulignant leur rôle dans l'intégration efficace de la coopération Sud-Sud dans toutes ses activités.

34. Entre autres mesures visant à donner les moyens aux pays en développement de partager leurs connaissances concernant les initiatives « faim zéro » et de les mettre en œuvre pour renforcer les systèmes nationaux, en se concentrant sur les plus vulnérables, le Programme alimentaire mondial (PAM) a mis à jour sa politique en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire. Signe de progrès, pour la première fois, les bureaux de pays du PAM ont été en mesure de rendre compte d'indicateurs spécifiques de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, en utilisant les systèmes de suivi et d'établissement de rapports de l'organisation. Ainsi, les bureaux de pays de toutes les régions ont fait état d'un total de 24 politiques, stratégies, programmes et autres éléments systémiques nationaux contribuant à la lutte contre la faim et à la réalisation d'autres objectifs de développement durable que le PAM a soutenus dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire.

35. La stratégie du Fonds international de développement agricole (FIDA) pour 2022-2027 oriente l'institution vers une intégration croissante de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans ses lignes directrices opérationnelles et ses opérations. Le nouveau plan stratégique de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), arrêté en décembre 2023, a été conçu pour contribuer à la solidarité et à l'autonomie collective des peuples et des pays du Sud. Le document invite l'organisation à appliquer ces principes pour sauver des vies et protéger les personnes en situation de déplacement tout en trouvant des solutions aux déplacements et en facilitant les voies d'accès à la migration régulière. Les mécanismes de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire ont également été intégrés dans les mécanismes de planification et de mise en œuvre de l'Agence internationale de l'énergie atomique, en particulier dans ses programmes de coopération technique qui facilitent le renforcement des capacités et le transfert de technologie à ses États membres.

36. L'Organisation internationale du Travail (OIT) a lancé 28 projets de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire dans cinq régions et dans son Centre international de formation à Turin (Italie), pour l'exercice biennal 2022-2023. Les projets ont concerné plus de 80 pays et ont été complétés par d'autres activités à l'échelle mondiale. Conformément au mandat que lui a confié le Conseil des droits de l'homme, le Groupe de travail sur le droit au développement a souligné l'importance de la coopération Sud-Sud en tant que mécanisme complémentaire de la coopération Nord-Sud et a encouragé les États membres et les autres parties prenantes à intégrer le droit au développement dans la conception, le financement et la mise en œuvre de ses processus de coopération.

37. L'importance accrue que les pays en développement attachent aux dispositifs de collaboration justifie l'intégration continue de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les activités de base de nombreuses entités des Nations Unies, ce qui témoigne de la capacité renforcée du système des Nations Unies pour le développement à répondre aux demandes des pays en développement de s'attaquer à des problèmes particuliers de développement à l'aide de ces modalités de coopération. Cette tendance a le potentiel de galvaniser la volonté politique des pays du Sud de renouveler l'engagement nécessaire aux transformations qui permettront d'atteindre les objectifs de développement durable.

B. Progrès accomplis dans le renforcement des capacités humaines et institutionnelles des États Membres aux niveaux national et régional grâce à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire

38. D'après l'enquête menée par le Département des affaires économiques et sociales en 2023, les demandes d'appui adressées par les gouvernements des États Membres au système des Nations Unies en matière de coopération Sud-Sud et/ou de coopération triangulaire ont augmenté régulièrement, passant de 53 % en 2022 à 61 % en 2023. Les progrès s'agissant de la réponse du système des Nations Unies pour le développement à ces demandes sont évidents : le pourcentage de gouvernements de pays hôtes qui ont confirmé avoir reçu un tel soutien du système est passé de 67 % en 2022 à 71 % en 2023. Trente-cinq pour cent des gouvernements ont indiqué qu'ils avaient reçu un soutien du système des Nations Unies pour établir ou renforcer les institutions nationales impliquées dans la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. Les cinq commissions régionales, à savoir la Commission économique pour l'Afrique, la Commission économique pour l'Europe, la CEPALC, la CESAP et la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), ont dirigé les efforts de renforcement des capacités.

39. De nombreuses autres entités des Nations Unies ont également continué de répondre aux appels des États Membres souhaitant renforcer leurs institutions publiques au niveau régional. Le nombre d'entités des Nations Unies ayant aidé des entités régionales du Sud à élaborer et faciliter des initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire est passé de 15 en 2022 à 20 en 2023. Le PNUD a collaboré avec plus de 40 institutions régionales dans différentes régions pour soutenir la dynamique interrégionale et intrarégionale visant à intégrer les deux modalités de coopération. En Amérique latine et dans les Caraïbes, en partenariat avec le réseau d'action des conjoints des dirigeants de la CARICOM (Communauté des Caraïbes), le PNUD a organisé des sessions de formation à l'intention de plus de 450 hommes et garçons sur la prévention de la violence fondée sur le genre. En Afrique, le PNUD a aidé le secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine à rédiger le protocole sur les femmes et les jeunes et le commerce, permettant ainsi aux femmes d'accroître leur participation au commerce régional et à d'autres entreprises économiques.

40. Dans la région des États arabes, le PNUD a favorisé la formation de partenariats dynamiques importants avec la Ligue des États arabes, le Centre régional des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, le Clean Energy Business Council et l'Agence internationale pour les énergies renouvelables. Cette collaboration renforcée vise à faciliter la transition vers les énergies propres et à élargir l'accès à l'énergie dans la région. En outre, dans la région Asie-Pacifique, le PNUD a collaboré avec le Groupe de travail de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) sur la gestion des ressources en eau afin d'aider six pays à aborder les interconnexions environnementales et les problèmes de pollution transfrontaliers grâce à une approche intégrée de la gestion des bassins hydrographiques.

41. Dans le contexte de la crise migratoire actuelle, l'OIM s'est appuyée sur son Centre africain de renforcement des capacités pour proposer une assistance technique et un développement des capacités aux États membres africains afin de renforcer leurs moyens d'action en matière de migrations et de gestion des frontières. En 2023, le Centre a animé 46 activités de développement des capacités pour 654 participants, ce qui représente une augmentation de 41 % par rapport aux activités organisées en 2022. Il a ouvert un dialogue avec l'Union africaine et les communautés économiques régionales africaines et a formé les fonctionnaires chargés des migrations à la

protection des droits humains des migrants. Il est à noter que l'OIM a facilité la conclusion du Cadre régional du Pacifique sur la mobilité climatique, un accord historique visant à faire face aux migrations induites par le climat et à œuvrer à la sécurité humaine, qui illustre les solutions de collaboration face aux effets des changements climatiques.

42. En 2023, le PAM a continué de jouer un rôle de premier plan dans le renforcement collaboratif des capacités en vue d'éliminer la faim, en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le FIDA. Il a facilité 74 échanges dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire et établi le contact avec des institutions nationales de 69 pays aux fins d'un apprentissage mutuel grâce au soutien de ses trois centres d'excellence, au Brésil, en Chine et en Côte d'Ivoire. Par ailleurs, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) a continué de travailler avec les entités régionales, les commissions économiques, les conférences ministérielles régionales et d'autres partenaires en Afrique et en Amérique latine et dans les Caraïbes afin d'accélérer la mise en œuvre d'initiatives d'urbanisation durable en fournissant une expertise technique et en contribuant au développement des capacités dans les domaines d'activité de sa spécialisation. La CESAO a soutenu au moins 10 initiatives régionales et développé les capacités d'institutions régionales, dont des organisations régionales intergouvernementales telles que la Ligue des États arabes, afin d'élaborer « Arab Vision 2045 », une feuille de route socioéconomique pour l'avenir des pays arabes.

43. Les entités des Nations Unies ont également concouru à l'élaboration et à l'application d'accords régionaux. Le secrétariat de l'OPS/OMS a mis au point un mécanisme visant à favoriser l'intégration des questions liées à la santé dans les résolutions et accords intergouvernementaux des États membres des Caraïbes, d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud. Dans le cadre de ces travaux, qui comprennent la mise en œuvre d'accords de coopération entre l'OPS et les entités d'intégration sous-régionale, l'OPS s'est penchée sur les effets néfastes des changements climatiques sur divers aspects du bien-être humain¹³. Elle a également renforcé un système de suivi régional axé sur la réduction des inégalités en matière de santé, la détection précoce du cancer chez l'enfant et l'adolescent dans la sous-région andine et le renforcement des capacités nationales et régionales de détection et de surveillance de la résistance aux agents antimicrobiens dans les pays de la CARICOM.

44. Pour favoriser le commerce régional et mondial, la CNUCED a continué d'accompagner le développement et le renforcement de ses centres d'excellence régionaux en Afrique et en Asie afin de répondre aux problèmes émergents et aux problèmes persistants auxquels font face les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement.

C. Soutien renforcé à l'échange de connaissances et de données d'expérience entre les pays en développement

45. Grâce à son pouvoir fédérateur, le système des Nations Unies pour le développement a continué d'offrir aux États Membres la possibilité de s'inspirer de politiques et de pratiques de développement qui ont fait leurs preuves dans les pays du Sud mondial. Depuis 2021, il y a eu une augmentation de 20 points de pourcentage (de 27 % à 47 %) de la part des États Membres qui ont déclaré avoir reçu un soutien du système de développement pour organiser des initiatives mondiales, régionales

¹³ Voir <https://www.paho.org/fr/documents/cd60inf11-c-organisations-sous-regionales>.

et/ou nationales de partage des connaissances sur les solutions venant du Sud mondial.

46. En ce qui concerne les échanges interrégionaux, la CESAO a facilité la coopération Sud-Sud entre la région des États arabes et l'Amérique latine pour remédier aux problèmes que rencontrent plus de 2 milliards de travailleuses et travailleurs du secteur non structuré, soit plus de 60 % de la main-d'œuvre adulte mondiale, en raison de l'absence de sécurité sociale. La CESAO a travaillé avec les ministères des affaires sociales du Chili et de l'Uruguay, ce qui a permis aux pays d'Amérique latine de partager avec les États arabes des enseignements sur les mesures visant à étendre la couverture de l'assurance sociale aux travailleurs du secteur informel. En juin 2023, des experts uruguayens ont participé à la huitième réunion du Groupe d'experts sur la réforme de la protection sociale dans les pays arabes afin de présenter le régime Monotax utilisé en Uruguay. Cette collaboration Sud-Sud a été intégrée dans un projet de coopération triangulaire financé par la Fondation Ford destiné à aider le Ministère égyptien de la solidarité sociale à élaborer un régime simplifié d'assurance sociale pour les travailleurs du secteur informel, inspiré du régime fiscal uruguayen¹⁴. Grâce au système de perception de l'impôt Monotax, les personnes qui versent de petites contributions peuvent bénéficier de prestations de sécurité sociale, au même titre que les travailleurs salariés. La CESAO a également créé deux portails de solutions importants : l'un recueille des exemples de politiques du monde entier qui se sont avérées efficaces pour réduire les inégalités et l'autre met à disposition les bonnes pratiques sur l'utilisation des technologies émergentes et de l'innovation dans les institutions publiques arabes¹⁵. Elle a également organisé plus de 100 activités régionales de développement des capacités et de partage des connaissances, ouvertes à tous les pays du Sud mondial et du Nord mondial, dont une activité de formation sur la violence fondée sur le genre en Afrique, en Asie occidentale et en Europe, à laquelle ont participé des représentantes et représentants de l'Albanie et de l'Italie aux côtés de représentantes et représentants des pays arabes. La CESAP a organisé 425 activités de partage des connaissances pour un large éventail de parties prenantes du Sud mondial afin d'aborder les obstacles au développement durable dans neuf domaines thématiques.

47. Le PNUD a facilité plus de 240 échanges de connaissances Sud-Sud portant sur un large éventail de questions¹⁶, notamment l'élimination de la pauvreté, la préservation de la diversité biologique, l'atténuation des changements climatiques, l'amélioration de la gouvernance, l'égalité des genres, la gestion budgétaire et financière et la transformation numérique. Les équipes de pays et les bureaux régionaux du FIDA ont participé à l'échange de connaissances par divers moyens, notamment des voyages d'étude, des activités d'apprentissage et des dialogues sur les politiques. Le programme Smart Green ASEAN Cities du Fonds d'équipement des Nations Unies soutient 15 villes de six pays d'Asie du Sud-Est, en facilitant le partage des connaissances et l'apprentissage entre pairs afin de mettre au point des mécanismes de financement infranationaux innovants en faveur du développement urbain durable.

48. En 2023, l'UNICEF a continué de soutenir la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire pour accélérer les transferts de solutions de développement, de bonnes pratiques et d'enseignements, tout en renforçant les partenariats avec d'autres organismes des Nations Unies sur les objectifs de développement durable communs. L'UNICEF au Brésil a mis en œuvre deux initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, l'une avec l'Angola concernant l'eau,

¹⁴ Voir <https://www.unescwa.org/events/eighth-meeting-group-experts-social-protection-reform>.

¹⁵ Voir <https://opengov.unescwa.org/index.php/case-studies>.

¹⁶ Voir <https://data.undp.org/project-hub/south-south-and-triangular-cooperation>.

l'assainissement et l'hygiène et l'autre avec Sao Tomé-et-Principe concernant la protection de l'enfance. Il a également facilité un échange technique sur la protection sociale entre le Brésil et l'Angola dans le cadre de la troisième Conférence nationale sur l'action sociale en Angola. L'UNICEF en Chine a organisé plusieurs dialogues sur les politiques et ateliers de renforcement des capacités axés sur la coopération Sud-Sud, notamment sur la santé maternelle, néonatale et infantile, la nutrition des enfants, l'eau et l'assainissement, et les mesures d'adaptation au climat. En outre, il a facilité l'organisation de missions gouvernementales en Afrique du Sud et au Cambodge chargées de formuler des projets de coopération Sud-Sud sur les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène résilients face aux changements climatiques. L'UNICEF en Thaïlande a apporté son concours à une visite d'étude de fonctionnaires du Ministère de l'éducation de Papouasie-Nouvelle-Guinée pour qu'ils s'informent sur l'éducation de la petite enfance en Thaïlande, ainsi qu'à une visite d'étude de fonctionnaires du Ministère des affaires sociales et du développement des Philippines pour qu'ils s'informent sur le régime d'allocations aux personnes handicapées en Thaïlande. En outre, il a facilité des initiatives de coopération triangulaire visant à renforcer les capacités du Gouvernement thaïlandais en organisant, à l'intention de membres du Conseil national de développement économique et social et du Ministère du travail, une visite d'étude en Italie leur permettant d'étudier un programme de garantie pour la jeunesse de l'Union européenne qui favorise la transition des jeunes vers l'emploi.

49. Dans le cadre d'une action concertée avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, l'UNICEF a publié un guide complet sur les meilleures pratiques de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire visant à transformer l'éducation et à atteindre l'objectif de développement durable n° 4 (Éducation de qualité) par des initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire.

50. L'un des principaux objectifs des cours de l'OIT et de ses programmes de développement des connaissances a toujours été l'échange de données d'expérience entre professionnels de divers pays, l'apprentissage entre pairs servant de socle à la création de réseaux et de synergies pour des activités futures. Les bonnes pratiques de l'OIT en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire comprennent des projets ou des initiatives entrepris en collaboration par les parties prenantes de l'OIT, le personnel de terrain et les praticiens de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire¹⁷. Parmi les collaborations menées par l'OIT et ses partenaires figurent la coopération entre petits États insulaires en développement (PEID à PEID) ; des projets de pays à pays, régionaux et interrégionaux ; l'appui au Brésil, à la Fédération de Russie, à l'Inde, à la Chine et à l'Afrique du Sud ; et des initiatives visant à promouvoir le travail décent.

D. Soutien continu à l'élaboration de la politique de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire et aux dialogues entre les États Membres et les autres parties prenantes

51. De nombreuses entités des Nations Unies ont continué d'accompagner l'élaboration de politiques et de stratégies nationales, régionales et internationales pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. Le PNUD a joué son rôle habituel de chef de file au niveau mondial en tant qu'hôte du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, qui assure le secrétariat du Comité de haut niveau

¹⁷ Pour de plus amples informations sur les bonnes pratiques de l'Organisation internationale du Travail en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, voir : <https://southsouthpoint.net/?lang=fr>.

pour la coopération Sud-Sud, principal organe de décision sur cette coopération dans le système des Nations Unies pour le développement. L'Administrateur du PNUD a convoqué la vingt et unième session du Comité de haut niveau, tandis que le Bureau a établi les rapports du Secrétaire général et de l'Administrateur qui ont éclairé les délibérations et les orientations politiques du Comité de haut niveau et de l'Assemblée générale à l'intention du système des Nations Unies pour le développement en ce qui concerne la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. Au cours de la session, de nombreux États Membres se sont engagés à lutter contre la pandémie de COVID-19 et les changements climatiques et à œuvrer à la sécurité alimentaire et énergétique dans le cadre des efforts déployés pour atteindre les objectifs de développement durable grâce à des initiatives de coopération Sud-Sud. Le Bureau a également fourni aux États Membres des conseils concernant les politiques à suivre sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire lors des préparatifs de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, du Sommet sur les objectifs de développement durable en 2023 et du troisième Sommet du Sud, entre autres forums intergouvernementaux et forums des Nations Unies. Les rapports établis par le Bureau ont permis aux États Membres de prendre des décisions politiques en connaissance de cause.

52. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la Conférence régionale sur la coopération Sud-Sud en Amérique latine et dans les Caraïbes, créée en 2021 en tant qu'organe subsidiaire de la CEPALC, s'est réunie pour sa session inaugurale en mai 2023. La Conférence régionale a adopté une résolution dans laquelle elle s'engage à faire progresser la coopération Sud-Sud dans toute la région dans le cadre du Programme 2030, en soulignant l'importance du partage d'informations et de données d'expérience entre les pays et en appelant à ce que davantage soit fait pour renforcer les partenariats et les synergies avec les parties prenantes et les partenaires. De même, dans la région Asie-Pacifique, qui dispose du seul Forum régional pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, la CESAP a joué un rôle essentiel dans la promotion de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire ; ainsi, en 2023, le Forum a adopté une résolution sur l'accélération de la mise en œuvre du Programme 2030 dans laquelle il reconnaît l'importance de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire à cet égard.

53. En ce qui concerne les dialogues nationaux visant à élaborer des politiques et des stratégies destinées à surmonter les problèmes de développement rencontrés dans différents domaines, diverses entités des Nations Unies ont organisé ou facilité ces interactions dans le cadre de leur mandat. Bien que ces interactions soient trop nombreuses pour être examinées dans le présent rapport, quelques exemples représentatifs sont décrits ci-dessous.

54. Le PNUE a contribué à plusieurs forums de ministres de l'environnement en Afrique, dans la région Asie-Pacifique, en Asie occidentale, et en Amérique latine et dans les Caraïbes lors de leurs délibérations et de leur prise de décisions politiques relatives à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire dans le cadre de la lutte contre la triple crise planétaire : les changements climatiques, la pollution et la perte de biodiversité.

55. En ce qui concerne la mobilisation du secteur privé, le Pacte mondial des Nations Unies s'est appuyé sur ses partenariats multipartites pour promouvoir les idéaux de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire parmi ses 21 000 membres, qui se sont engagés à respecter les dix principes relatifs à la lutte contre la corruption, aux droits humains, à l'égalité des genres et à l'environnement. L'Africa Business Leaders Coalition du Pacte mondial, qui compte 65 entreprises dégageant collectivement plus de 100 milliards de dollars de recettes, a facilité le partage de données d'expérience et de savoir-faire technique pour stimuler l'action sur les

changements climatiques afin que ses membres atteignent leurs objectifs en matière d'énergies renouvelables et exécutent leurs plans de résilience. L'initiative GABI (Global Africa Business Initiative) a également accueilli plus de 3 000 participants, dont six chefs d'État, et a facilité six annonces majeures qui ont mis à l'honneur les principes directeurs de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire.

56. Dans toute l'Afrique, le Fonds d'équipement des Nations Unies a approfondi son dialogue avec les banques centrales et les ministères d'exécution pour contribuer à l'harmonisation des politiques relatives aux envois de fonds et faciliter la collaboration afin de remédier au problème commun des coûts élevés et de l'accessibilité limitée des paiements transfrontaliers. Il a également favorisé le discours mondial sur les finances municipales. En tant que co-organisateur du Dialogue politique de haut niveau de 2023 de la Coalition mondiale de Málaga pour les finances municipales, il a fourni une plateforme mondiale pour examiner de manière collaborative les stratégies en matière de financement infranational et souligner le pouvoir de transformation des réformes en matière de politiques et des instruments de financement novateurs pour ce qui est de débloquer des flux de capitaux en faveur des administrations locales aux fins du développement durable.

57. En ce qui concerne la poursuite de la coopération Sud-Sud dans le domaine social, en septembre 2023, l'UNICEF a discuté des domaines de collaboration avec l'Agence de développement de l'Union africaine-Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique concernant l'éducation et les investissements dans le capital humain et la santé, y compris l'accès aux vaccins antipaludiques, et une initiative pionnière visant à étudier l'incidence du commerce sur les enfants et les jeunes d'Afrique. Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Gouvernement du Zimbabwe et les Partenaires dans le domaine de la population et du développement ont convoqué la vingtième Conférence interministérielle internationale sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire en matière de population et de développement, en octobre 2023. La Conférence a abouti à l'adoption de la Déclaration de Victoria Falls sur la Décennie d'action et de réalisation des Nations Unies pour le développement durable en Afrique, par laquelle les pays membres du FNUAP se sont engagés à poursuivre la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994, ainsi qu'à promouvoir la santé reproductive et le bien-être humain, tout en plaçant les droits humains au centre du développement. Par ailleurs, à la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, le Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud ont organisé une réunion ministérielle sur la coopération Sud-Sud.

58. En résumé, de nombreuses entités des Nations Unies ont répondu aux demandes d'assistance des États Membres pour l'élaboration de politiques et de cadres réglementaires visant à soutenir le développement durable par des initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire.

E. Progrès accomplis dans l'établissement de partenariats et la mobilisation de ressources

59. Conscient du fait que la coopération Sud-Sud vient compléter, et non remplacer, la coopération Nord-Sud, le système des Nations Unies pour le développement a contribué à la réalisation de l'objectif de développement durable n° 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs) en continuant de forger et de renforcer les partenariats du Sud qui comblent les lacunes en matière de financement du

développement et mobilisent de nombreuses contributions en nature en complément de l'aide publique au développement.

60. Dans ce contexte, de nombreuses entités du système des Nations Unies pour le développement ont mobilisé des ressources auprès des gouvernements, du secteur privé et des organisations de la société civile par l'intermédiaire de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Par exemple, les institutions basées à Rome que sont la FAO, le FIDA et le PAM ont continué de forger des partenariats et de mobiliser des ressources pour atteindre l'objectif de l'élimination de la faim. Dans le cadre du programme de coopération Sud-Sud FAO-Chine, la FAO a lancé l'initiative « Un pays, un produit prioritaire », pour laquelle la Chine s'est engagée à verser 5 millions de dollars. Dans le cadre du même programme, la FAO a promis 5 millions de dollars pour aider les petits États insulaires en développement à renforcer leurs capacités à stimuler l'innovation, la transition numérique et l'échange de connaissances. Une autre enveloppe de 5 millions de dollars, attribuée au Kenya, au Malawi et à la Namibie, servira à promouvoir la production de thé à faible émission de carbone, la mécanisation agricole, la lutte antiravageur et la gestion de l'eau. Le Bangladesh et la FAO ont uni leurs forces pour tirer parti de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans le cadre du Programme de transformation agricole et rurale pour la nutrition, l'emploi et la résilience au Bangladesh (543 millions de dollars), financé par la Banque mondiale et le FIDA. La FAO a également obtenu 10 millions de dollars pour financer des projets sur les systèmes du patrimoine agricole et la gestion de l'eau et de la santé des sols, entre autres. La FAO et l'Agence égyptienne de partenariat pour le développement ont élaboré un mémorandum d'accord visant à stimuler la transformation des systèmes agroalimentaires en Afrique au moyen de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Le PAM a mobilisé 3,35 millions de dollars auprès de pays du Sud mondial pour des projets liés à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire, notamment par l'intermédiaire du Dispositif IBAS pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim et de fondations du secteur privé, afin d'élargir et de diversifier sa base de partenariat.

61. Le Mécanisme Chine-FIDA de coopération Sud-Sud et triangulaire a élargi sa portée, touchant plus de 90 000 bénéficiaires directs et indirects, favorisant plus de 100 partenariats commerciaux et facilitant la mobilisation de plus de 200 experts et solutions issus du Sud mondial. Dans le cadre du Mécanisme, on a lancé un nouveau projet en 2023 pour renforcer les moyens d'action des jeunes ruraux dans la chaîne de valeur de la tomate au Kenya. Le FIDA a resserré sa collaboration avec ses partenaires, notamment l'Agence brésilienne de coopération, l'Agence chinoise de coopération internationale au développement et la Banque islamique de développement.

62. Le PNUD a facilité plus de 100 partenariats Sud-Sud et triangulaires, principalement avec des gouvernements nationaux, tout en impliquant également des acteurs non étatiques, notamment des institutions financières internationales, des organisations de la société civile, des fondations, le secteur privé, des instituts de recherche et des établissements universitaires.

63. La CNUCED a servi de catalyseur à des partenariats pour l'investissement institutionnel en faveur des objectifs de développement durable en Afrique grâce à des initiatives de coopération régionale et de coopération Sud-Sud afin de tirer parti des possibilités que représentent, pour les investisseurs, les riches ressources naturelles de l'Afrique et le nouveau marché continental africain. Lors du Forum mondial de l'investissement en 2023, la CNUCED a annoncé un partenariat avec un réseau de grands fonds souverains africains destiné à promouvoir et faciliter l'investissement dans le développement durable de l'Afrique.

64. Le Fonds d'équipement des Nations Unies s'est associé à neuf intermédiaires financiers du secteur privé pour développer des canaux numériques d'envois de fonds, qui ont bénéficié à 916 000 migrants à faible revenu et leur famille, soit une augmentation de 25 % par rapport à 2022. Dans l'ensemble, ce sont 1,3 million d'opérations d'envoi de fonds qui ont été facilitées en 2023, portant la valeur totale cumulée des envois depuis le début du projet à 5 millions de dollars.

65. Au cours de la période considérée, le programme des Volontaires des Nations Unies a élargi les possibilités de volontariat pour les citoyennes et citoyens du Sud afin de soutenir les initiatives du système des Nations Unies au niveau national et mondial. Il a mobilisé 12 840 Volontaires des Nations Unies en 2023, dont 11 340, soit 88 %, étaient originaires du Sud mondial. Parmi eux, 6 263 (soit 55 %) étaient des femmes et 8 028 ont travaillé en tant que Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan national dans leur pays d'origine, tandis que 3 350 se sont portés volontaires dans d'autres pays du Sud mondial¹⁸.

V. Garantir un appui coordonné et cohérent des entités des Nations Unies à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire

66. Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a pris plusieurs mesures pour permettre au système des Nations Unies pour le développement d'apporter un appui coordonné et cohérent aux gouvernements des pays partenaires dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Au niveau mondial, le Bureau :

a) A collaboré avec le Bureau de la coordination des activités de développement pour achever de compiler les lignes directrices pour la mise en œuvre de la Stratégie de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au service du développement durable applicable à l'échelle du système des Nations Unies. Ces lignes directrices permettront au système des Nations Unies pour le développement, au niveau national et régional, de répondre de manière plus systématique aux demandes émanant de partenaires nationaux en matière de coopération Sud-Sud ;

b) A commencé la conception de modules de formation en ligne destinés à développer la capacité du système des Nations Unies pour le développement au niveau national et régional à intégrer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans les analyses communes de pays et les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable, y compris les plans de travail et les cadres de collaboration régionaux. Plusieurs entités du système de développement ont soutenu cette initiative commune, notamment la FAO, l'OPS, le FNUAP et le PAM ;

c) A lancé des dialogues régionaux sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire interrégionale et intrarégionale, en organisant un débat de haut niveau entre les entités du système des Nations Unies pour le développement dotées de mandats régionaux (Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour l'Afrique), les commissions régionales et les partenaires et parties prenantes tels que la Commission de l'Union africaine, la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique et des organisations de la société civile ;

d) A collaboré avec les membres du mécanisme interinstitutions des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire afin de clarifier les

¹⁸ Voir <https://www.unv.org/news/expanding-africa-women-health-champions-initiative>.

rôles des points focaux pour la coopération Sud-Sud dans les différents organismes des Nations Unies et de mieux tirer parti de leur travail sur la coopération Sud-Sud ;

e) A favorisé l'application du principe de responsabilité en veillant à ce que les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au service du développement durable applicable à l'échelle du système soient communiqués à la Deuxième Commission de l'Assemblée générale dans le cadre du rapport annuel du Secrétaire général sur l'état de la coopération Sud-Sud ;

f) S'est coordonné avec ses partenaires, notamment l'Agence internationale de l'énergie atomique, la CNUCED et le PAM, et a offert aux institutions un espace leur permettant de tirer parti des meilleures pratiques des autres lors des réunions du mécanisme interinstitutions des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire et en marge d'autres manifestations organisées par les Nations Unies.

67. Afin de faciliter la coordination des réponses aux besoins des États Membres en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire aux niveaux national et régional, le Bureau :

a) A fourni des services de gestion des connaissances concernant la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire et produit huit publications analytiques, fondées sur des données probantes, portant sur des sujets liés au développement pour des choix politiques et l'élaboration de programmes pertinents ;

b) A accueilli 73 nouveaux partenaires au moyen de la plateforme de connaissances numérique Galaxie Sud-Sud et ajouté 111 nouvelles solutions de développement venues du Sud à la base de données en 2023 ;

c) A géré des fonds d'affectation spéciale pour la promotion de la coopération Sud-Sud, notamment le Dispositif IBAS pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim et le Fonds de partenariat Inde-Nations Unies pour le développement, et a apporté son concours à la conception et à la mise en œuvre de 71 projets Sud-Sud en collaboration avec 16 entités des Nations Unies ;

d) A consigné et diffusé de nombreuses bonnes pratiques de développement en partenariat avec diverses entités des Nations Unies, mettant à la disposition des praticiennes et praticiens du développement des politiques, des stratégies et des programmes de développement qui ont fait leurs preuves et méritent d'être transposés à plus grande échelle ;

e) A élaboré le manuel sur l'intégration de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les examens nationaux volontaires (*Handbook on Integrating South-South and Triangular Cooperation in Voluntary National Reviews*¹⁹) sous la direction des coprésidents du Groupe des Amis des examens nationaux volontaires (Maroc et Philippines).

68. Le rôle de coordination du Bureau a non seulement renforcé l'intégration systématique par le système des Nations Unies pour le développement, à tous les niveaux, de démarches faisant une place à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire dans le développement, mais a également facilité cette intégration de manière quantifiable, comme le démontrent les nombreuses données sur les initiatives

¹⁹ Disponible à l'adresse suivante : <https://unsouthsouth.org/2023/07/14/handbook-on-integrating-south-south-and-triangular-cooperation-in-the-voluntary-national-reviews-2023/>.

de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire figurant dans le présent rapport²⁰.

VI. Conclusions et recommandations

69. La coopération Sud-Sud, avec son approche collaborative, a galvanisé la volonté politique du Sud mondial de se remettre sur la voie de la réalisation du Programme 2030, de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et d'autres objectifs de développement arrêtés au niveau international ; cette volonté s'est manifestée en particulier dans le cadre de déclarations, de résolutions et de décisions historiques adoptées lors de la vingt et unième session du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud, du Sommet sur la science, la technologie et l'innovation du Groupe des 77 et de la Chine qui s'est tenu en 2023, de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, du troisième Sommet du Sud et d'autres forums axés sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, y compris la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement. Le Sommet de l'avenir, qui se tiendra en septembre 2024, offrira un cadre propice d'où accélérer encore la réalisation des objectifs de développement durable en soutenant la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire.

70. Pour l'avenir, il est essentiel que tous les États Membres, les entités des Nations Unies et les partenaires continuent de renforcer la coopération Sud-Sud. À cet égard :

a) Les États Membres sont encouragés à faciliter, avec le soutien du système des Nations Unies pour le développement, la mise au point de technologies appropriées et l'accès à celles-ci, à soutenir les transitions numériques, ainsi que les échanges de pratiques innovantes afin de protéger les intérêts des générations actuelles et futures, et à intégrer la science, l'intelligence artificielle et l'analyse des données dans les choix faits en matière de développement à l'échelle nationale et internationale ;

b) Les États membres sont instamment invités à privilégier et intensifier les initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire concernant les 1,9 milliard de jeunes, principalement dans le Sud mondial, afin d'améliorer leurs compétences numériques, leur employabilité et leur esprit d'entreprise, avec l'appui du système des Nations Unies pour le développement, et à envisager de créer un fonds Sud-Sud pour l'innovation des jeunes afin de soutenir les initiatives de développement durable menées par les jeunes, d'encourager l'innovation et de renforcer la participation véritable des jeunes à l'élaboration des politiques ;

c) Les États Membres sont vivement encouragés à faire davantage appel aux idéaux de la coopération Sud-Sud que sont le multilatéralisme, la solidarité et l'intérêt mutuel, afin d'éviter les divisions et les conflits par l'échange de stratégies efficaces de prévention des conflits et de consolidation de la paix, ainsi que par la médiation par les pairs, pour s'attaquer aux problèmes qui se font jour dans le domaine de la sécurité, notamment les cybermenaces ;

²⁰ Pour des informations plus détaillées sur les travaux du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud en 2023, voir l'examen à mi-parcours du cadre stratégique du Bureau, 2022-2025, disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2024-05/dp2024-12%20Annual%20Report%20South%20South.pdf>.

d) Le système des Nations Unies pour le développement est invité à aider les États Membres à renforcer la mise en place et le développement de plateformes de partage des innovations en matière d'éducation et de méthodes pédagogiques et à tirer parti des avancées technologiques grâce à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire.

71. Les États Membres sont instamment invités à renforcer encore les capacités régionales de mise au point de vaccins, notamment avec le soutien du système des Nations Unies pour le développement, et à donner plus d'ampleur aux initiatives de collaboration dans le Sud mondial, en particulier dans les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement.

72. Les banques multilatérales de développement, notamment celles basées dans le Sud mondial, sont encouragées à diriger des réformes de l'architecture financière mondiale et à prendre des mesures délibérées pour faire face aux chocs financiers et au surendettement, afin de répondre aux priorités du Sud mondial et de faire prévaloir une gouvernance économique mondiale plus inclusive et plus efficace.

73. Toutes les parties prenantes sont invitées à renforcer les partenariats pour des initiatives de développement transformatrices à l'échelle mondiale et régionale afin de maximiser les effets de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Le système des Nations Unies pour le développement devrait intensifier ses activités de facilitation de l'échange de bonnes pratiques et de politiques fructueuses, une plus grande attention étant accordée aux dialogues politiques multipartites qui associent le secteur privé, les institutions financières internationales et les banques multilatérales de développement, par le partage de modèles de financement innovants tels que les obligations vertes et les solutions de financement mixtes.

74. Les responsables des entités des Nations Unies sont encouragés à exploiter le potentiel de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire pour contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable par : a) la mise en œuvre accélérée de la Stratégie de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au service du développement durable applicable à l'échelle du système des Nations Unies ; b) la pleine intégration de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les travaux du système des Nations Unies pour le développement aux niveaux mondial, régional et national ; c) le soutien, aux niveaux national et régional, à la mise en œuvre des nouvelles directives (2023) pour l'intégration de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les activités nationales et régionales du système des Nations Unies pour le développement (*Guidelines for the Integration of South-South and Triangular Cooperation into the Country – and Regional-level Work of the United Nations Development System*²¹).

75. Enfin, il est essentiel que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents des Nations Unies continuent d'être le fer de lance de l'intégration de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans le travail des équipes de pays des Nations Unies.

²¹ Disponibles à l'adresse suivante : <https://unsouthsouth.org/2023/12/08/guidelines-for-the-integration-of-south-south-and-triangular-cooperation-into-the-country-and-regional-level-work-of-the-united-nations-development-system/>.